



## Concepts théoriques en économie de l'éducation

## Theoretical concepts in educational economics

**HASSHAS Driss**

Docteur en sciences économiques

FSJES Ain-Chok,

Université Hassan II - Casablanca

Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance et Criminalité Financière  
Maroc

**Date de soumission** : 03/06/2024

**Date d'acceptation** : 23/08/2024

**Pour citer cet article** :

HASSHAS D. (2024) « Concepts théoriques en économie de l'éducation », Revue Internationale du chercheur  
«Volume 5 : Numéro 3» pp : 110 - 123



## Résumé

Cet article apporte une approche approfondie des différents concepts et définitions relatives au domaine de l'économie d'éducation, un domaine en pleine expansion et qui connaît un développement considérable vue sa relation positive avec la croissance et le développement en général. En effet, au cours de la dernière décennie, de nouveaux concepts et théories relatives à l'économie de l'éducation ont été approfondies. Surtout, que l'étude du domaine de l'éducation combine les aspects de l'économie de l'emploi et de l'économie industrielle.

En somme, l'objectif principal de cet article, est d'offrir une vue d'ensemble de l'économie de l'éducation. Il s'agit de fournir des éléments de connaissance et de réflexion au niveau du marché de l'éducation et même de la production éducative. Aussi, cet article aide les chercheurs à obtenir des informations nécessaires à la compréhension de l'économie de l'éducation en général, à travers une étude conceptuelle et théorique.

## Mots clés :

Économie de l'éducation, marché de l'éducation, capital humain, production de l'éducation.

## Abstract

This article provides an in-depth approach to the various concepts and definitions relating to the field of economics of education, a fast-growing field that is undergoing considerable development in view of its positive relationship with growth and development in general. Indeed, over the last decade, new concepts and theories relating to the economics of education have been developed. Above all, the study of education combines aspects of employment economics and industrial economics.

In short, the main aim of this article is to provide an overview of the economics of education. The aim is to provide elements of knowledge and reflection on the education market and even on educational production. It also helps researchers to obtain the information they need to understand the economics of education in general, through a conceptual and theoretical study.

## Keywords:

Economics of education, education market, human capital, education production.



## **Introduction :**

Au cours des deux dernières décennies, l'économie de l'éducation a connu une croissance rapide en tant que domaine de recherche scientifique, que ce soit théorique ou empirique. Auparavant, les universitaires et les décideurs politiques avaient tendance à considérer l'éducation et l'économie comme des domaines distincts, l'économie étant appliquée à l'étude des biens et services privés et l'éducation comme un bien public. L'économie a été qualifiée de matérialiste et impersonnelle en raison de l'accent mis sur les entreprises, les individus rationnels intéressés et la prise de décision coûts-avantages, qui, à première vue, semblent sans rapport avec les valeurs sociales et morales associées à l'éducation et à la formation des générations futures.

Alors que les systèmes scolaires des pays développés sont soumis à des pressions pour améliorer leur qualité et leur échelle, la distance entre les deux domaines s'est rétrécie. Il est bien établi que les travailleurs les plus instruits ont des résultats plus favorables sur le marché du travail que ceux qui sont moins scolarisés. De plus, une main-d'œuvre bien instruite, et bien formée, est essentielle pour qu'une nation puisse être compétitive dans une économie de plus en plus mondialisée qui favorise et récompense les connaissances et les compétences de ses individus.

Cependant, compte tenu des préoccupations liées à la productivité des établissements d'enseignement, les économistes sont devenus plus pertinents dans les débats sur la réforme de l'éducation. Ils accordent une attention accrue à l'allocation des ressources et à la prise de décision au niveau scolaire, et considèrent les organisations éducatives comme des entreprises potentiellement compétitives et ceux qui les dirigent comme des entrepreneurs qui cherchent leurs intérêts personnels.

Dans cet article, nous passons brièvement en revue plusieurs des concepts théoriques les plus importants de l'économie de l'éducation.

Tout d'abord, nous définissons l'économie, puis examinons trois des idées les plus couramment utilisées : le capital humain, les marchés et la production éducative. Nous nous concentrons ici sur l'explication des principales théories sous-jacentes (de manière non technique), plutôt que sur leur application.



## 1- L'économie :

L'économie est souvent définie comme « l'étude de l'allocation de moyens rares pour satisfaire des fins concurrentes » (Gary Becker cité par Walberg et Bast, 2003). Les économistes étudient la manière dont les individus, les organisations et les sociétés emploient leur temps, leur argent et leurs efforts. Dans le cas de l'éducation, les économistes s'intéressent à la manière dont la société organise et utilise des ressources rares pour produire divers types de connaissances et de compétences grâce à l'école formelle, et à la manière dont ces types de connaissances et de compétences sont distribués aux différents groupes de la société. Cette définition large signifie que de nombreuses questions et sujets sociaux et politiques peuvent relever de l'économie. John Maynard Keynes<sup>1</sup> a écrit un jour que l'économie était une « façon de penser » et que c'est cette optique qui a été appliquée à un large éventail de sujets traditionnellement non économiques, y compris la politique éducative.

Les économistes commencent généralement par une explication des phénomènes observés en construisant une théorie ou un modèle afin de simplifier la réalité et de mettre en évidence ses caractéristiques clés. Un modèle contient un ensemble d'hypothèses et produit des prédictions, *ceteris paribus* (toutes choses étant égales par ailleurs).

Cette abstraction inquiète souvent les non-économistes, mais de telles simplifications sont essentielles à la compréhension des contextes du monde réel. Les économistes diraient que ce qui compte est de savoir si les prédictions d'un modèle sont correctes en moyenne plutôt que si les hypothèses qui le sous-tendent sont réalistes. L'économie s'inscrit donc fermement dans la tradition des disciplines fondées sur des méthodes scientifiques qui testent la théorie : une question est formulée ; un modèle/théorie développé pour expliquer le comportement ; et des hypothèses ou prédictions de ce modèle/théorie sont ensuite testées empiriquement à l'aide de données du monde réel.

D'autre part, les théories économiques sont souvent décrites comme s'occupant de questions positives plutôt que normatives, les premières pouvant être testées empiriquement et les secondes dépendant de jugements de valeur. L'accent mis sur les tests d'hypothèses amène les économistes à utiliser presque toujours des modèles de recherche de nature quantitative, tentant

---

<sup>1</sup> La force de John Maynard Keynes réside dans le fait qu'à la différence de ses prédécesseurs, il élabore une théorie nouvelle ainsi que les outils conceptuels nécessaires à la mise en place de politiques économiques alternatives, à une époque où la crise de 1929 ravage l'économie internationale et résiste aux politiques conventionnelles.



de discerner si les prédictions de cause et d'effet sont valides et dans quelle mesure elles sont généralisables.

Les théories économiques reposent généralement sur trois fondements fondamentaux : la rareté, la rationalité et l'optimisation. La rareté fait référence à l'hypothèse selon laquelle les individus et la société n'auront jamais suffisamment de ressources pour satisfaire complètement leurs besoins illimités. La rationalité fait référence à la capacité des individus à prendre des décisions de manière systématique et ciblée. Cela implique une « cohérence dans la réponse aux incitations économiques générales et une adaptabilité du comportement lorsque ces incitations changent » (Ehrenberg et Smith, 2006). La dernière hypothèse est l'idée d'optimisation - soit la maximisation du profit, soit la maximisation des objectifs en référence aux organisations ou maximisation de l'utilité par rapport aux individus. Les individus et les groupes ont des objectifs particuliers - qu'il s'agisse du bonheur, du profit, de la part de marché ou d'une combinaison de ceux-ci ou d'autres – et feront des choix qui maximiseront ces avantages, sous réserve des contraintes auxquelles ils sont confrontés (par exemple, leur revenu). Cela ne signifie pas pour autant que les économistes ne se soucient que des individus égoïstes ; les valeurs personnelles sont perçues de manière plus large, incluant tout ce qui compte pour les individus. Ainsi, les individus se comportent en fonction des contraintes auxquelles ils sont confrontés, du contexte dans lequel ils se trouvent et de leurs perceptions des conséquences des choix alternatifs qu'ils font.

Dans cette optique, l'économie fournit un cadre pour comprendre le comportement des individus et des organisations lorsqu'ils génèrent et allouent des ressources humaines, matérielles et financières.

Dans cette perspective, les économistes ont examiné un large éventail de sujets liés à l'éducation et, dans la suite de cet article, nous abordons trois des principales questions d'intérêt en matière d'éducation et les concepts qui ont été utilisés pour les éclairer. Premièrement, la question de la notion de capital humain. Deuxièmement, comment l'éducation devrait-elle être produite et distribuée par une société ? Cette vaste question examine les conditions, les caractéristiques et les comportements sous des formes organisationnelles alternatives, incluant à la fois les marchés et les hiérarchies. Troisièmement, pouvons-nous être plus efficaces et efficaces dans l'organisation de la production éducative ?

L'idée de « production éducative » est utile pour répondre à cette question. Dans la suite, nous discutons de chacun d'eux tour à tour.



## 2- Le capital humain :

L'un des principaux domaines de recherche en économie de l'éducation est l'analyse de la relation entre la scolarité et les résultats individuels, en particulier ceux associés à la problématique de l'insertion au marché du travail. L'éducation (et la formation) est modélisée comme une décision d'investissement individuelle qui recevra un retour monétaire sur le marché du travail, généralement sous la forme de revenus plus élevés au cours de la vie professionnelle.

Cette notion de capital humain a une histoire riche, les premiers économistes comme Adam Smith, John Stuart Mill et Alfred Marshall suggérant que les compétences individuelles pourraient contribuer à l'amélioration du statut économique. En 1776, Smith a jeté les bases de la théorie du capital humain en écrivant que l'effort humain est à la base de toute richesse. En 1848, Mill s'appuie sur la notion de Smith ; il considérait les capacités humaines comme un moyen d'accéder à la richesse (Sweetland, 1996). La théorie moderne du capital humain<sup>2</sup> a encore élargi cette idée centrale grâce aux travaux pionniers de Schultz (1963), Becker (1964) et Mincer (1958, 1962).

Les connaissances et les compétences acquises grâce aux investissements éducatifs augmentent la productivité humaine. Avec chaque investissement, on peut engager des coûts sous la forme de dépenses personnelles, de manque à gagner et de coûts psychiques associés à la pression des études et des examens.

En effet, les avantages s'accumulent plus tard dans la vie grâce à de meilleurs revenus sur le marché du travail, à l'accès à de meilleurs emplois, à une plus grande probabilité d'être employé et à une meilleure santé. Il existe également des avantages psychiques liés à un statut social amélioré et au prestige associé à des niveaux d'éducation plus élevés. Bien que la motivation des individus à poursuivre des études puisse différer et que les coûts et bénéfices psychiques puissent être très variés en fonction de la personnalité, des attentes de retour et d'autres caractéristiques, les économistes émettent l'hypothèse que, toutes choses égales par ailleurs, plus l'éducation acquise est élevée, plus les revenus sont élevés. Atteint après la fin de la scolarité.

---

<sup>2</sup> La théorie du capital humain considère l'individu comme un acteur rationnel qui investit en lui-même par des actions de formation dans le but d'améliorer sa productivité, de trouver un meilleur travail, de diminuer le risque de chômage et d'augmenter son revenu et son bien-être.



La preuve primordiale de la théorie du capital humain réside dans la forte relation positive entre les niveaux d'éducation et les revenus qui existe dans presque tous les pays développés. En général, les revenus augmentent avec le niveau d'éducation et augmentent à un rythme croissant au cours des années qui suivent immédiatement les études, continuent d'augmenter à un rythme plus lent, puis se stabilisent à mesure que les individus approchent de la retraite (Ehrenberg et Smith, 2006).

Cette tendance générale des revenus selon le niveau d'éducation s'applique à presque tous les sous-groupes, y compris les hommes et les femmes, ainsi qu'aux différents groupes raciaux et ethniques, mais ce sont les différences entre ces groupes qui alimentent souvent les débats politiques en matière d'éducation sur la répartition des subventions et des services éducatifs. Les économistes ont consacré une attention considérable au défi que représente l'estimation des rendements de l'école en tenant compte de ces autres facteurs. L'analyse de ces rendements révèle généralement une relation positive constante entre l'investissement dans l'éducation et l'augmentation des revenus perçus par les individus, avec une estimation du taux de rendement moyen d'une année de scolarité supplémentaire d'environ 10 % (Psacharopoulos et Patrinos, 2002).

La recherche économique a également mis en évidence des avantages non monétaires, tant privés que publics, associés au niveau d'éducation. Les personnes qui ont investi dans l'éducation et la formation professionnelle ont souvent plus de stabilité d'emploi, une meilleure santé (par exemple, font régulièrement du sport, fument moins et mangent mieux), sont plus susceptibles de bénéficier d'une assurance maladie et de prestations de retraite fournies par l'employeur et sont plus enclines à voter, et ont généralement accru leur capital social et culturel qui permet souvent une mobilité ascendante.

D'une part, suivant les nouvelles théories de la croissance économique, auxquelles sont associés les noms de Romer, Barro et Lucas, le capital humain est un facteur déterminant de la croissance économique. Et d'autre part, il se dégage aujourd'hui un consensus interdisciplinaire de plus en plus large quant au rôle critique que jouent les premières années de l'enfance dans la formation d'adultes productifs et bien adaptés.

La transition de l'école au milieu de travail et la formation des adultes représentent en effet un autre enjeu important. Le capital humain peut se déprécier si les compétences acquises ne sont pas maintenues en bon état par un usage régulier.



### 3- Le marché de l'éducation :

Il existe un consensus général selon lequel les investissements nationaux dans l'éducation conduisent à la croissance économique (pour une revue de la littérature, voir Sturm, 1993 ; Hanushek et Kimko, 2000). En effet, les pays consacrent chaque année un pourcentage important de leur produit intérieur brut (PIB) à l'éducation. Ainsi, les dépenses en éducation peuvent être engagées par des particuliers et par des gouvernements par le biais de dépenses publiques.

Les biens et services peuvent être attribués de différentes manières, dans les sociétés modernes, les ressources sont allouées soit par les marchés, soit par les gouvernements, ou fréquemment par l'interaction des deux. L'enseignement primaire et secondaire est traditionnellement attribué par le gouvernement aux niveaux fédéral, étatique et local, l'enseignement postsecondaire étant attribué par une combinaison de marchés et de gouvernement. À mesure que les inquiétudes quant à l'efficacité des écoles existantes se sont accrues, les décideurs politiques ont remis en question le rôle et les fonctions centrales du gouvernement dans l'allocation des ressources éducatives et se sont tournés vers le marché.

Un marché est défini dans un contexte économique comme un ensemble d'acheteurs qui achètent et de vendeurs qui produisent et vendent des biens et des services ; l'interaction des acheteurs et des vendeurs aboutit à la possibilité d'échanges et, par conséquent, à l'attribution de biens et de services. La transaction est facilitée par un accord sur le prix<sup>3</sup>. Une illustration graphique d'un marché montre une courbe de demande descendante et une courbe d'offre ascendante. Les vendeurs veulent maximiser leurs profits, tandis que les acheteurs veulent maximiser leur satisfaction en fonction de leurs préférences et de leurs contraintes budgétaires. La fonction d'un marché est d'ajuster les prix pour s'adapter le plus efficacement possible aux changements de l'offre et de la demande.

Lorsque le prix sur un marché atteint un niveau où la quantité que les acheteurs souhaitent acheter est égale à la quantité que les vendeurs souhaitent fournir, alors le marché est dit en équilibre. Les marchés agissent également pour maintenir les prix bas. Les producteurs qui ne parviennent pas à offrir aux consommateurs ce qu'ils veulent ou qui facturent des prix trop élevés perdront des affaires et finiront par fermer leurs portes. La dynamique des marchés

---

<sup>3</sup> Le prix de marché est le prix des biens et services déterminés par la confrontation de l'offre et la demande dans les régimes d'économie de marché. La formation de ces prix de marché est l'un des domaines d'étude de la microéconomie.



signifie un processus continu d'ajustements qui inclut des pénuries et des excédents, ainsi que des consommateurs et des producteurs entrant et sortant du marché.

Dans de nombreuses circonstances, les marchés constituent la méthode privilégiée pour allouer les ressources, car ils sont capables de coordonner de nombreux acheteurs et vendeurs, de donner aux consommateurs une influence considérable sur les prix, les caractéristiques et la quantité, et d'éviter de s'appuyer sur une poignée de décideurs arbitraires. Dans ces circonstances, les marchés constituent un mécanisme efficace d'allocation des ressources, ce qui signifie qu'il n'est pas possible de produire davantage avec les mêmes ressources, et que le même produit ne peut pas être produit avec moins de ressources. L'efficacité est un critère spécifique pour juger un mécanisme d'allocation. Il ne dit pas si la distribution des ressources qui en résulte répond à des objectifs autres que la satisfaction des acheteurs et des vendeurs (par exemple, si elle est équitable). De toute évidence, les consommateurs d'éducation ont de multiples objectifs (Gill et al., 2001) et ceux-ci doivent être pris en compte pour décider de ce qu'ils doivent faire.

Lorsque les marchés n'organisent pas efficacement la production ou n'attribuent pas les biens/services aux consommateurs, on parle alors de défaillance du marché. Il existe plusieurs raisons pour lesquelles les marchés échouent.

Premièrement, le pouvoir de marché peut apparaître lorsqu'un fournisseur d'un bien/service a la capacité de contrôler les prix. Un monopole est un exemple d'un tel pouvoir de marché. Les marchés parfaitement compétitifs ont de nombreux acheteurs et vendeurs, de sorte qu'aucun acheteur ou vendeur n'a un impact important sur le prix. Même si certains intrants scolaires peuvent être plus caractéristiques que d'autres de marchés parfaits (par exemple les fournitures scolaires), les marchés de la maternelle à la 12e année sont plutôt imparfaits.

Un deuxième type de défaillance du marché survient lorsque les consommateurs disposent d'informations incomplètes sur les prix et la qualité des produits, auquel le marché ne peut pas réagir de manière efficace et correcte. En cas d'informations incomplètes, les parents peuvent ou non choisir des écoles en fonction de résultats importants pour la société dans son ensemble<sup>4</sup>. Par conséquent, même si leurs préférences peuvent être rassasiés dans un environnement de

---

<sup>4</sup> Il existe par exemple certaines preuves selon lesquelles de nombreux parents se soucient non seulement des résultats de leurs élèves, mais également du profil social et racial des élèves d'une école, préférant les environnements où il y a le plus d'élèves comme leur propre enfant.



marché, certains peuvent juger que ces préférences ne sont pas souhaitables du point de vue de la société.

Troisièmement, les externalités existent lorsque la consommation ou la production ont un effet indirect sur autrui qui ne se reflète pas dans les prix du marché. Dans le cas de l'éducation, le décideur (par exemple un étudiant individuel) ne supporte pas tous les coûts ni ne récolte toutes les récompenses de sa décision concernant le niveau d'éducation à suivre. Même si la société peut bénéficier davantage d'une personne instruite, la personne qui prend les décisions en matière d'éducation peut ne pas considérer ces avantages comme les siens. Ainsi, le bien (l'éducation) sera sous-consommé du point de vue du marché. Cette présence d'avantages sociaux découlant de l'éducation de base est peut-être la principale raison pour laquelle les gouvernements ont généralement rendu la scolarisation obligatoire aux niveaux élémentaire et secondaire.

Quatrièmement, les marchés peuvent échouer pour les biens publics – ceux qui peuvent être mis à la disposition d'un plus grand nombre de personnes sans coût supplémentaire (non-rival) et, une fois fournis, il est difficile d'empêcher d'autres de les consommer (non-exclusifs). L'école est, dans une certaine mesure, un bien public. Comme pour les externalités, les marchés auront tendance à sous-approvisionner en biens publics.

La possibilité d'une défaillance du marché, en particulier la sous-consommation de l'éducation par les particuliers du point de vue de la société, ainsi que l'importance des objectifs éducatifs autres que l'efficacité, ont historiquement conduit à une intervention gouvernementale importante dans le secteur de l'éducation par le biais de la réglementation, financement et fonctionnement. La réglementation peut prendre différentes formes, notamment l'établissement de normes de sécurité, l'obligation d'évaluer les programmes ou les élèves et d'exiger des diplômes d'enseignant. Le gouvernement peut également gérer directement des entreprises éducatives, ce qui signifie que les unités de prestation sont intégrées dans une infrastructure hiérarchique gouvernementale plus large, contrôlée par des mécanismes politiques, appartenant à l'État, et dans laquelle les employés sont des fonctionnaires.

En outre, comme les écoles publiques ont été conçues pour desservir tous les élèves d'une zone géographique, elles constituent un quasi-monopole dans cette localité. Du point de vue du marché, cela signifie que les écoles ne sont pas soumises à la pression de la concurrence pour maintenir la qualité à un niveau élevé et les coûts à un niveau bas.



#### 4- La production de l'éducation :

Plusieurs économistes ont cherché à comprendre comment l'éducation est produite. Cela a pris deux formes différentes. La première consiste à traiter l'éducation comme une fonction de production dans laquelle les intrants scolaires sont des processus à partir desquels les extrants sont produits. Dans cette formulation de l'enseignement, les processus se déroulent dans la boîte noire du système scolaire. La seconde approche se penche explicitement sur la boîte noire et examine l'organisation comme un réseau de contrats interpersonnels dans lequel les individus cherchent à coordonner avec les autres (et sont à leur tour coordonnés par les autres) dans l'accomplissement de leur travail. Cette dernière approche est le plus souvent qualifiée d'économie des coûts de transaction<sup>5</sup> (qui tient compte des coûts de coordination ou de transaction nouvellement reconnus) ou d'application de la théorie du mandant et de l'agent (qui cherche à saisir les questions complexes de la délégation des droits de décision entre les patrons ou les mandants, et leurs subordonnés ou agents).

L'approche de la fonction de production utilise un cadre d'intrants et d'extrants pour aider à réfléchir et à penser à la scolarité. Les principaux intrants peuvent être les enseignants, les administrateurs, les fournitures et les installations, tandis que les principaux résultats sont les acquis des élèves (connaissances, compétences). La relation entre les intrants et les extrants de l'éducation est généralement estimée statistiquement à l'aide de techniques de régression multiple. Si la fonction de production de l'éducation est simple en théorie, elle est très complexe en pratique (Goldhaber et Brewer, 1997). Par exemple, il est difficile d'identifier et de mesurer tous les intrants et extrants de la scolarisation. Les résultats multiples (par exemple, les compétences de base, les compétences professionnelles, la créativité et les attitudes) sont appréciés, peuvent s'accumuler de manière cumulative et peuvent n'être discernables que de nombreuses années plus tard. Les apports peuvent être difficiles à mesurer, et les dimensions les plus facilement mesurables peuvent ne pas saisir de manière adéquate les caractéristiques importantes de cet apport. Par exemple, la manière dont un enseignant interagit avec les élèves est importante dans le processus d'apprentissage de ces derniers ; cependant, les caractéristiques des enseignants efficaces peuvent ne pas être bien saisies par des indicateurs facilement disponibles, tels que les années d'expérience ou les qualifications. Les intrants non scolaires,

---

<sup>5</sup> L'économie des coûts de transaction se concentre sur les transactions et les efforts qui existent dans toute organisation pour les économiser (par exemple avec la mise en œuvre de dispositifs d'incitation, d'un cadre contractuel adapté...). Elle compare les coûts de planification, d'adaptation et de contrôle des tâches.



tels que l'influence des pairs et le milieu familial, influencent clairement le niveau d'apprentissage des élèves. De plus, les résultats sont eux-mêmes des produits conjoints (c'est-à-dire que les élèves font l'expérience de plusieurs enseignants et emportent avec eux les connaissances acquises dans d'autres classes et à la maison). L'intérêt de l'approche de la fonction de production réside toutefois dans le fait qu'elle constitue un cadre de réflexion permettant de déterminer quelles ressources, dans quelles combinaisons, font la différence en termes de résultats pour les élèves. De nombreuses études ont tenté de déterminer la relation entre les intrants et les extrants telle qu'elle existe actuellement aux États-Unis et ailleurs.

La seconde perspective économique sur les organisations, obtenue en grande partie grâce à la théorie appliquée du principal et de l'agent, a été conçue à l'origine par l'économiste Ronald Coase, lauréat du prix Nobel, au début des années 1930, qui a soutenu que les marchés et les hiérarchies, jusqu'alors considérés comme des sujets distincts, étaient en fait des substituts l'un de l'autre. Les facteurs qui, dans une entreprise ou une division spécifique d'une entreprise, rendaient une alternative supérieure à une autre, étaient souvent associés aux différents coûts de coordination (les coûts associés aux transactions entre les individus).

Cette perspective a été élargie pour inclure une troisième forme d'organisation substituable, les alliances ou les réseaux. Dans la théorie de l'agence (Moe, 1984 ; Ferris et Winkler, 1991), les mandants (supérieurs dans les organisations, par exemple les directeurs d'école) cherchent à s'assurer que les agents (subordonnés dans les organisations, par exemple les directeurs d'école) réalisent les objectifs du mandant, compte tenu de quatre facteurs principaux qui rendent cette tâche difficile. Un problème de sélection adverse se produit lorsque les directeurs (par exemple, les directeurs d'école) ne sont pas pleinement informés des capacités et des valeurs des agents (par exemple, les directeurs d'école) et choisissent des agents qui ne sont pas le meilleur choix. Un problème de diversité des objectifs se pose lorsque les agents poursuivent leurs propres objectifs au détriment de ceux des directeurs d'école. Ce problème est aggravé lorsque le respect des règles n'est obtenu qu'au moyen d'une surveillance et d'un contrôle coûteux des agents. Un problème d'asymétrie de l'information survient lorsque l'information au sein de la relation de responsabilité n'est pas distribuée de manière égale. L'agent a généralement l'avantage de l'information. Enfin, un problème de faible incitation se pose lorsque les mandants ne disposent pas de droits de décision suffisants pour amener les agents à partager les valeurs des mandants ou à se comporter comme s'ils les partageaient. Bien que toutes les implications de la théorie



de l'agence et des concepts qui y sont liés sont encore en cours d'exploration, mais ils sont devenus courants dans les analyses des politiques éducatives actuelles.

### **Conclusion :**

L'économie, en tant que cadre permettant de comprendre l'allocation des ressources, et plus généralement le comportement humain et organisationnel, a apporté d'importantes contributions à l'étude de l'éducation. Les concepts fondamentaux du capital humain, des marchés et de la production d'éducation sont devenus, depuis plusieurs décennies, de plus en plus courants dans les débats sur la politique de l'éducation et familiers aux praticiens. Les contributions et l'impact de l'économie sur l'éducation (passés et prévus) sont inégaux. Le concept de capital humain, par exemple, est bien établi et s'est étendu au-delà de simples calculs de taux de rendement à des considérations utiles pour les décideurs politiques – par exemple, pour déterminer les contributions relatives de différents types d'établissements ou de programmes d'études.

L'interaction entre les marchés, la réglementation et les performances individuelles et organisationnelles dans le domaine de l'éducation a suscité un intérêt académique considérable, qui devrait se poursuivre, bien que frustré par l'absence de démonstrations à grande échelle de différentes structures qui permettraient de faire des déclarations plus définitives sur ce qui fonctionne. L'application de l'économie aux politiques affectant la conception des organisations éducatives a donné des résultats mitigés.

A quelques exceptions près, les études sur la fonction de production et le rapport coût-efficacité n'ont eu qu'un impact limité sur les politiques. La théorie de l'agence et l'économie des coûts de transaction, concepts intuitivement séduisants, n'ont pas encore été rigoureusement appliquées aux organisations éducatives. Cependant, comme le monde de l'éducation commence à s'aplanir, il faut s'attendre à ce que ce domaine se développe et s'accroisse de plus en plus.



## Bibliographie

- Becker, G. S. (1964). Human Capital – A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education. New York: National. Bureau of Economic Research.
- Ehrenberg, R. G. and Smith, R. (2006). Modern Labor Economics: Theory and Public Policy, 9th edn. Reading, MA: Addison-Wesley
- Ferris, J. and Winkler, D. (1991). Agency theory and decentralization. In Prud'homme, R. (ed.) Public Finance with Several Layers of Government, pp 155–166. The Hague: Foundation Journal.
- Gill, B. P., Timpane, P. M., Ross, K. E., and Brewer, D. J. (2001). Rhetoric Versus Reality: What We Know and What We Need to Know About Vouchers and Charter Schools. Santa Monica, CA: RAND
- Hanushek, E. and Kimko, D. (2000). Schooling, labor force quality, and the growth of nations. American Economic Review 90(5), 1184–1208.
- Mincer, J. (1962). On-the-job training: Costs, returns and some implications. Journal of Political Economy 70(supplement), 50–79.
- Moe, T. (1984). The new economics of organization. American Journal of Political Science 28, 739–777.
- Psacharopoulos, G. and Patrinos, H. A. (2002). Returns to Investment in Education: A Further Update. Washington, DC: The World Bank.
- Schultz, T. W. (1963). The Economic Value of Education. New York: Columbia University Press.
- Sturm, R. (1993). How Do Education and Training Effect a Country's Economic performance? A Literature Survey. Santa Monica, CA: RAND.
- Sweetland, S. R. (1996). Human capital theory: Foundations of a field of inquiry. Review of Educational Research 66(3), 341–359.
- Walberg, H. J. and Bast, J. L. (2003). Education and Capitalism: How Overcoming Our Fear of Markets and Economics Can Improve America's Schools. Stanford, CA: Hoover Institution Press